

L'Aigle Infos

L'information qu'il vous faut!



Hebdomadaire indépendant d'informations générales N°190 du lundi 20 septembre 2021- Prix: 3 000 GNF - Zone CFA: 500

AG virtuelle de l'UFDG

P.2

Cellou Dalein Diallo se prononce sur le traitement réservé à Alpha Condé



Transition en Guinée

P.5

Le cardinal Robert Sarah écrit au CNRD



Guinée

P.6

Pour la CEDEAO, la transition ne devrait pas durer plus de six mois



Coup d'Etat contre Alpha Condé

P.3

C'est une bonne chose, selon Elh. Mamadou Sylla de l'UDG

Débat sur la durée de la transition

Alhoussein Mankanera Kaké demande de laisser le peuple s'exprimer

P.4

Durée de la transition en Guinée

Ce qu'en pense Chérif Abdallah du GOHA

P.3

CONSULTATIONS NATIONALES

P.3

Ce que le colonel Mamady Doumbouya a dit aux miniers



Edito à vue d'Aigle

Une arrestation et des interrogations !

Ce week-end, l'arrestation de l'ancien ministre d'Etat Tibou Kamara par des hommes encagoulés, à son domicile, a fait couler beaucoup d'encre et de salive dans le pays et à l'international. Après avoir été entendu par les nouvelles autorités, celui qui faisait, jusqu'au 5 septembre, office de porte-parole du gouvernement Kassory, a été libéré...P2

Edito à vue d'Aigle



Une arrestation et des interrogations !

Ce week-end, l'arrestation de l'ancien ministre d'Etat Tibou Kamara par des hommes encagoulés, à son domicile, a fait couler beaucoup d'encre et de salive dans le pays et à l'international. Après avoir été entendu par les nouvelles autorités, celui qui faisait, jusqu'au 5 septembre, office de porte-parole du gouvernement Kassory, a été libéré.

Mais il faut dire que cette arrestation a été diversement appréciée par les Guinéens. Pour certains, c'est le début d'un règlement de comptes contre les anciens dignitaires et caciques du régime d'Alpha Condé qui vient d'être renversé par l'armée. L'on dénonce entre autres les conditions dans lesquelles Tibou Kamara a été interpellé à une heure indue et par des hommes encagoulés.

Pour d'autres, personne n'est au-dessus de la loi. Quand un citoyen se rend coupable d'infraction, de délit ou de crime, de quelque nature que ce soit, il doit répondre de son acte devant les juridictions compétentes.

Il faut rappeler qu'au lendemain de sa prise du pouvoir, le colonel Mamady Doumbouya, président du Comité national pour le Rassemblement et le Développement (CNRD) a clairement et librement promis de faire de la justice sa boussole pour conduire la Guinée, notre chère patrie, à la véritable réconciliation nationale que les Guinéens appellent de tous leurs vœux depuis des décennies. Mais avec cette arrestation "musclée" d'un homme-clé du système Condé, nombreux sont les observateurs qui commencent légitimement à se poser des questions. Dans ses discours, le nouvel homme fort du pays a pourtant rassuré que l'on ne va plus refaire les erreurs commises par le passé dans la gestion du pays au triple plan politique, économique et social. Ces dernières années, il a été essentiellement reproché au régime d'Alpha Condé la violation des droits de l'homme, des tueries en marge des manifestations politiques, des arrestations arbitraires, la division des Guinéens sur des bases ethniques ou régionalistes. Il serait donc souhaitable que l'on tire les leçons de ce passé récent pour poser enfin les jalons d'un développement harmonieux et durable d'un pays dont les habitants, après 63 ans d'indépendance, continuent de vivre majoritairement dans une précarité qui ne dit pas son nom. La très mouvementée transition conduite par le CNDD de Dadis Camara et de Sékouba Konaté devrait inspirer le colonel Mamady Doumbouya et ses camarades du CNRD. Espérons qu'après les concertations qui ont eu lieu entre les nouvelles autorités et les forces vives de la nation, l'on parviendra à se mettre d'accord sur une feuille de route pour une transition apaisée et transparente. Tous les Guinéens patriotes, par leurs gestes et faits, se doivent de s'employer à faire changer positivement les choses et les mentalités dans notre pays.

Kèfina Diakité

AG virtuelle de l'UFDG Cellou Dalein Diallo se prononce sur le traitement réservé à Alpha Condé

Le samedi 18 septembre, l'UFDG a tenu son Assemblée générale virtuelle. Une occasion de son président, Cellou Dalein Diallo, a mise à profit pour se prononcer entre autres sur le traitement réservé au président déchu, Alpha Condé, par le président du CNRD, le colonel Mamady Doumbouya.



« Je remercie et félicite les militants et sympathisants du parti pour la constance, la loyauté, la dignité et la résilience dont ils ont fait preuve dans le combat difficile qui a été mené contre le troisième mandat et contre le hold-up électoral du 18 octobre 2020.

En effet, malgré les violences, les tueries, les emprisonnements arbitraires, les intimidations, les tentatives de corruption et de déstabilisation du Parti, les exils forcés, les privations et les discriminations, vous êtes restés unis et déterminés dans ce combat héroïque contre la dictature.

Aujourd'hui, grâce à ce combat et au sursaut patriotique de notre armée, la dictature est tombée, les prisonniers politiques ont été libérés, les locaux abritant notre siège et nos bureaux ont été restitués, les PA stationnés dans nos fiefs ont été démantelés. Je voudrais réitérer les félicitations

de l'UFDG au CNRD et à son Président le lieutenant-colonel Mamady Doumbouya pour ces actions positives.

Je voudrais également le féliciter pour le traitement humain et digne qui est réservé à l'ex-président Alpha Condé. Nous avons toujours dit que nous sommes pour la justice mais contre la violence et la vengeance parce que la vengeance crée de nouvelles injustices qui elles-mêmes appellent à être vengées.

Nous encourageons le lieutenant-colonel Mamady Doumbouya à continuer d'œuvrer pour rendre au peuple de Guinée son droit de choisir, à travers des élections inclusives, libres et transparentes, ses dirigeants à tous les niveaux (Local, Législatif et Exécutif).

Pour ce faire, il doit faire confiance à la maturité du peuple de Guinée et éviter de céder à des pressions de groupes qui

prétendraient connaître à l'avance le choix de notre peuple.

Je voudrais rappeler, aux militants, aux sympathisants, aux responsables à tous les niveaux, que notre combat n'a jamais été dirigé contre un homme ou contre un groupe particulier.

Nous avons combattu les pratiques de la mauvaise gouvernance dont la délinquance électorale, la gabegie financière, les violations des droits humains et la violation des principes et des règles de la démocratie et de l'État de droit.

Je voudrais demander aux communicants de l'UFDG de s'abstenir de toute injure, de tout propos déplacé contre des compatriotes, même lorsque ceux-ci ont des avis ou des positions contraires aux leurs.

Les militants du RPG sont victimes autant que vous de la mauvaise gouvernance et des agissements du clan regroupé autour de Alpha Condé pour piller nos ressources et diviser notre peuple.

Vous pouvez participer à des débats, mais à des débats civilisés et polis en vous rappelant que la vocation de notre Parti c'est de rassembler tous les Guinéens autour des valeurs essentielles », a déclaré le président de l'UFDG, Cellou Dalein Diallo, lors de l'AG virtuelle de son parti.

Kèfina Diakité

Durée de la transition en Guinée

Ce qu'en pense Chérif Abdallah du GOHA

À la faveur d'une conférence de presse qu'il a animée le samedi 18 septembre 2021 à la maison de la presse, Mohamed Chérif Abdallah Haïdara, le président du Groupe organisé des hommes d'affaires (GOHA), n'a pas fait mystère de son soutien total aux auteurs du coup d'Etat contre Alpha Condé. Il a mis l'occasion à profit pour se prononcer sur la durée de la transition. Pour lui, il faut laisser les nouvelles autorités travailler dans la sérénité pour conduire la transition à bon port. « C'est aujourd'hui, j'ai parlé de ça. Sinon, je ne veux même pas me prononcer par rapport à cela. Mais 2 ans, c'est très raisonnable, ça peut leur permettre de mettre les choses

sur les rails. On va les laisser bien travailler et puis organiser une bonne élection crédible, transparente et que le meilleur gagne. Si le meilleur gagne une bonne élection transparente, il n'y aura jamais de problèmes dans ce pays. C'est tout », a martelé Mohamed Chérif Abdallah Haïdara, président du Groupe organisé des hommes d'affaires (GOHA) qui se dit disposé à accompagner le colonel



Mamady Doumbouya et ses camarades du CNRD pour une transition apaisée et consensuelle.

Tidiane Diallo

Coup d'Etat contre Alpha Condé *C'est une bonne chose, selon Elh. Mamadou Sylla de l'UDG*

Dans une interview accordée à Guineenews, Elh Mamadou Sylla de l'UDG, le désormais ancien chef de l'opposition parlementaire, a déclaré sans ambages que le coup d'Etat militaire ayant emporté le régime d'Alpha Condé est une bonne chose.



« Vu que tout le monde a adhéré au coup d'Etat et que c'est l'avis du peuple qui compte le plus dans un pays, malgré que la constitution condamne le coup d'Etat, donc je crois que ce coup d'Etat est une bonne chose », a martelé Elh. Mamadou Sylla qui, par ailleurs, dit apprécier les consultations initiées par le CNRD aussi bien avec les forces vives de la nation qu'avec les diplomates. « L'arrivée des diplomates au palais du peuple est normale. D'ailleurs, ils représentent tous leurs pays. C'est leur rôle qui consiste à venir dans un autre pays quand

il y a de grands événements comme ce coup d'Etat que vit la Guinée actuellement. Donc c'est normal et d'ailleurs ce n'est pas la première fois, que cela se passe. »

Le président de l'UDG a aussi réagi aux menaces brandies par la CEDEAO contre les nouvelles autorités de Conakry. « La sanction contre la junte qui fait cas du gel de leurs fonds, est incompréhensible. Je dis ça parce que moi je me demande de quel fonds ils parlent ? Regardez le militaire avec le salaire minime qu'il a, cela ne fait

même pas 15 jours de dépense dans le mois, en tout cas pour la plupart d'entre eux. Donc cette sanction est juste une farce. Nombreux sont les militaires qui n'ont même pas un numéro de compte. Et on parle des avoirs, et de fonds c'est si tu en as beaucoup... La CEDEAO a beaucoup été sévère envers la Guinée. Parce qu'il y a eu beaucoup de coups d'Etat en Afrique, prenons le cas du Mali, ils ont accordé tout simplement 18 mois aux Maliens pour organiser des élections. Et celui du Tchad, c'est son fils qui a pris le pouvoir dans l'immédiat et toutes les institutions étaient sur place, ils n'ont touché à aucune institution, idem qu'au Mali, mais chez nous, c'est tout le contraire, tout a été mis à plat et vu la situation, il faut tout recommencer à zéro, réformer l'Etat, comme ils l'ont dit eux-mêmes. Donc, il faut le recensement général de la population, nettoyer le fichier, créer le CNT, pour qu'ils puissent préparer la nouvelle constitution. », a-t-il confié à nos confrères de Guineenews.

Kèfina Diakité

Consultations nationales *Ce que le colonel Mamady Doumbouya a dit aux miniers*

Le jeudi 16 septembre, le président du CNRD, le colonel Mamady Doumbouya, a rencontré les patrons des sociétés minières implantées en Guinée. Il a mis cette occasion à profit pour leur tenir un langage de vérité.



« Aucune entreprise, avec les intérêts étrangers, ne pourrait être désignée pour faire la construction et la maintenance des routes non goudronnées et des bases vies, sauf s'il y a un constat d'incapacité des entreprises locales. Cette mesure concerne aussi le transport de minerais notamment par voie terrestre et pour le transport des travailleurs... Il convient aussi d'accorder la priorité aux nationaux dans tout concours de recrutement aux différents postes, y compris les cadres des directions, en particulier les ressources humaines, au développement communautaire, la communication et relations extérieures. En ce qui concerne les directeurs généraux, les sièges sociaux de leurs sociétés, ceux-ci doivent être basés en Guinée. Le respect scrupuleux des normes environnementales et sociales par les compagnies est impératif. Nous y veillerons particulièrement », a annoncé le nouvel homme fort du pays, le colonel Mamady Doumbouya. Parlant du Fonds de développement local (FODEL), le président du CNRD dira ceci : « Je voudrais rappeler l'importance du fonds du développement économique local (FODEL) et du Fonds national du développement local (FNDL) en tant qu'outils de financement des communautés locales impactées par les activités

minières. Des dispositions spécifiques seront prises pour l'utilisation efficace et transparente en faveur des communautés locales. La Guinée a longuement souffert de la malédiction des ressources. Le pays dispose d'un potentiel minier incontesté mais les populations demeurent dans une pauvreté visible. Nous devons travailler ensemble pour que cette malédiction se transforme en opportunité d'amélioration des conditions de vie des populations. Pour cela, la transformation des matières premières et la diversification des activités minières telles qu'envisagées dans la plupart de vos conventions deviennent impératives. Vos obligations dans ce cadre doivent être respectées sans délai... Si les investissements réalisés dans le secteur des mines ont été principalement dans la bauxite et l'or ces dernières années, nous devons mettre tout en œuvre pour favoriser la production d'autres minerais dont le fer. Si nous pouvons nous satisfaire de l'accroissement du volume de la production de bauxite, les retombées sur l'économie guinéenne ne sont pas encore pleinement satisfaisantes. Nous devons donc accélérer la deuxième phase de la chaîne de valeur c'est-à-dire la transformation de la bauxite en alumine ensuite en aluminium dans le pays ».

Kèfina Diakité

Rencontre avec le président du CNRD *Des réactions de syndicalistes !*

Le samedi 18 septembre, le Président du Comité National pour le Rassemblement et le Développement (CNRD), le colonel Mamady Doumbouya, a rencontré les syndicats au compte des concertations nationales, en vue d'une transition apaisée et consensuelle. A leur sortie, certains syndicalistes ont bien voulu se confier à la presse.



« On a exploré toutes les parties et on a mis en exergue le SMIG. Nous avons dit que 440 000 francs guinéens ne peuvent pas du tout faire un salaire de base d'un travailleur nouvellement recruté. Et il a pris de bonnes notes mais le mot le plus fort qu'il a lancé est l'unité d'action

syndicale. C'est avec cela que nous pouvons nous réunifier pour que le travailleur guinéen trouve un lendemain meilleur », a indiqué Amadou Diallo, le Secrétaire général de la Confédération nationale des travailleurs de Guinée (CNTG). Avant d'inviter les syndicalistes à se donner la main dans l'intérêt des travailleurs des secteurs public, privé et informel. « Unis et solidaires, nous devenons très forts. Désunis, on ne pourra rien faire. Voilà le crédo désormais sur lequel nous allons nous fonder » Il dira par ailleurs prendre acte de la décision du CNRD annulant le prélèvement des 5% du salaire des fonctionnaires.

Aboubacar Soumah du SLECG, pour sa part, a confié ceci :

« avec le président du CNRD, nous avons parlé du relèvement du Smig, du relèvement de salaire et du relèvement de pension. Ensuite, nous avons parlé de l'amélioration de conditions de travail et de vie des enseignants. Nous avons dénoncé le manque d'infrastructures scolaires et nous avons parlé aussi de la vétusté des écoles existantes... Le président du CNRD a déploré le fait que l'on soit divisé et il a parlé aussi de la récupération de certaines organisations syndicales par le pouvoir sortant. Il a demandé que nous nous retrouvions en unité pour lui transmettre un mémo qui sera rédigé par l'ensemble des organisations syndicales. »

Kèfina Diakité

Débat sur la durée de la transition

Alhoussein Makanera Kaké demande de laisser le peuple s'exprimer

Parlant de la durée de la transition dans une interview accordée la semaine dernière à Mediaguinee, Alhoussein Makanera Kaké, ancien ministre et ancien député sous Alpha Condé, a demandé de laisser le peuple s'exprimer librement sur le sujet.

«Fixons les objectifs, cherchons à définir les moyens pour atteindre ces objectifs avant de nous mettre dans un calendrier. Mais comment parler de calendrier lorsqu'on ne sait même pas ce qu'on veut faire. Moi, je pense que ce qui serait bon pour le CNRD, c'est de laisser le peuple s'exprimer. Parce que moi, je suis convaincu d'une chose quand même, ce peuple-là n'est pas pressé. Parce qu'on a été trop pressé avec Dadis, il y a eu les événements du 28 septembre. On a été trop pressé avec Sékouba Konaté, on a connu 4 mois entre le 1^{er} et le 2^{ème} tour. Ce qui ne s'était jamais fait au monde. Cette fois-ci aussi, on veut être trop pressé jusqu'à mettre les charrues avant les bœufs », a fait remarquer l'ancien ministre de la Communication. Et abordant le sujet relatif aux consultations entre le CNRD et les forces vives de la nation, Alhoussein Makanera Kaké dira ceci :



«prenons notre temps, les consultations ont commencé, faisons en sorte que ces consultations aboutissent à la création des différentes structures qui seront des structures faïtières. Parce qu'on

ne peut pas regrouper 300 partis pour discuter de quelque chose de sérieux. Aujourd'hui, nous avons l'ancienne opposition, nous avons l'ancienne majorité présidentielle. Il suffit tout simplement que ces deux blocs

qui représentent 95% de la population guinéenne puissent désigner leurs représentants qui vont discuter d'une part avec le CNRD au pouvoir, d'autre part avec l'opposition pour définir les objectifs à atteindre et les

moyens pour atteindre ces objectifs. C'est en ce moment qu'on peut parler de chronogramme. Et d'ailleurs, si le chronogramme est porté par les acteurs sociopolitiques, le CNRD sera à l'abri de la pression nationale comme internationale. À supposer que demain, connaissant les réalités du passé, nous décidons que la transition soit de 3 ans ou même de 4 ans, c'est nous qui avons décidé. Est-ce que la communauté internationale va imposer une date au CNRD ? Est-ce la communauté internationale va dire que c'est le CNRD qui a décidé ? Mais même si le CNRD décide aujourd'hui 1 an, on peut leur dire 8 mois. Moi, je pense, laissons les acteurs les mieux concernés discuter de cette question et de proposer des dates au CNRD ». Une sortie qui, à n'en pas douter, fera réagir dans les milieux politiques.

Kèfina Diakité

Gouvernement de transition en Guinée *Cellou Dalein Diallo ne compte pas en être membre*

Le vendredi, 17 septembre, sur les ondes de la BBC, le président de l'Union des Forces Démocratiques de Guinée (UFDG), Cellou Dalein Diallo, a déclaré qu'il ne compte pas, personnellement, faire partie du futur gouvernement de transition.



« on a une jurisprudence au Burkina et puis il y a des textes qui parfois lorsque les gens se sont mêlés ou ont soutenu activement le troisième mandat, les changements de constitution à l'effet de maintenir au pouvoir les présidents, on a vu où les gens étaient exclus de la consultation qui a suivi. C'était le cas au Burkina, mais c'est à la transition d'apprécier l'opportunité de la participation du RPG ».

Et de conclure ses propos en ces termes : « depuis qu'il y a eu l'exception tchadienne et puis malienne, je ne pense pas que les partenaires soient fondés à dire que cette règle peut continuer à s'appliquer à certains parce qu'elle ne s'est pas appliquée à d'autres. Donc, je n'ai pas de problème que le colonel Doumbouya dirige la transition ». Reste à savoir maintenant si ce soutien au CNRD sera effectif de bout en bout. Attendons de voir...

Tidiane Diallo

« Moi personnellement, je ne serai pas membre du gouvernement de transition. Je ne le souhaite pas parce que je serai un candidat. Je souhaite que la première obligation qui va incomber aux membres du gouvernement de transition, y compris au premier d'entre eux, c'est de ne pas prendre part aux élections », a confié le chef de file de l'UFDG. Parlant du désormais ancien parti présidentiel, le RPG Arc-en-ciel, Cellou Dalein Diallo dira ceci :

Le porte-parole du CNRD face à la presse *Elections et sanctions de la CEDEAO au menu de la rencontre*

Le samedi 19 septembre, au chapiteau du palais du peuple, le porte-parole du CNRD, le colonel Amara Camara, est revenu sur la rencontre qui a eu lieu la veille entre le président du CNRD, le colonel Mamady Doumbouya et la mission de la CEDEAO conduite par les présidents ghanéen (Nana Akufo-Addo) et ivoirien (Alassane Dramane Ouattara).

« Il y a eu des échanges très francs et sincères entre la délégation de la CEDEAO et le président Mamady Doumbouya. Sur le premier point, notamment, la libération immédiate et sans conditions de l'ancien président, la délégation a rencontré l'ancien président et a remercié le président Doumbouya pour cette facilité qui leur a été accordée », a déclaré le colonel Amara Camara, le porte-parole du CNRD. Et d'ajouter : « Toutes les mesures seront prises pour le respect de son intégrité physique et morale ». Pour ce qui est de l'organisation des élections dans un délai de 6 mois, le colonel Amara Camara a fait remarquer ceci : « Il a été rappelé par le président de la République à ses hôtes, qu'il était important que la CEDEAO écoute les aspirations légitimes du peuple de Guinée. Il a insisté à ne pas commettre les mêmes erreurs du passé. Pour éviter ces erreurs, il les a informés que les concertations nationales avaient débuté et que seul le peuple souverain de Guinée décidera de son destin. » Il a aussi abordé le gel des avoirs et l'interdiction de voyager,



brandis comme menaces par la CEDEAO. « Les échanges ont été très brefs sur ce point. Le président a répondu que nous CNRD, nous sommes des soldats. Et que la mission pour nous se passait en Guinée. Donc

pas besoin de voyager. Et qu'il n'y a rien à geler sur nos comptes. », a rapporté le porte-parole du CNRD, le colonel Amara Camara.

Tidiane Diallo

Transition en Guinée

Le cardinal Robert Sarah écrit au CNRD

La semaine dernière, dans une lettre publiée dans la presse, le cardinal Robert Sarah a écrit au CNRD dirigé par le colonel Mamady Doumbouya, l'homme qui a renversé le 5 septembre dernier le président Alpha Condé. Il demande entre autres aux nouvelles autorités guinéennes de travailler à renouveler la classe politique.



« Excellence, Monsieur le Président, Nous avons appris la prise du pouvoir par le CNRD, ce 5 septembre 2021. L'histoire se répète. Comme en 1984 et en 2008, la population guinéenne est sortie dans la rue pour exprimer sa joie parce que l'acte que vous avez posé suscite de l'espoir, encore une fois : espoir de justice, de paix, de redressement réel et de développement, espoir de vivre tout simplement dans un pays normal, une Nation unie et prospère. Il faut cependant constater, hélas, que les deux expériences précédentes de prise du pouvoir par l'armée, n'ont pas permis de créer les bases de la refondation de la Nation et la construction d'un Etat de droit. Ce qui a conduit la Guinée dans une situation de pauvreté accrue, malgré toutes les richesses naturelles que Dieu lui a données. Depuis plus de cinquante ans, la Guinée descend inexorablement dans les profondeurs du sous-développement et de la misère endémique, et le peuple de

Guinée ne fait que subir déception sur déception. Vous avez aujourd'hui créé les conditions propices à la remise en question de la voie que le pays a suivie jusqu'à présent, et qui n'a pas apporté le bonheur que les guinéens espéraient. La page est redevenue blanche. Les Guinéens n'ont plus droit à l'erreur. Les bonnes paroles que vous avez prononcées doivent être transformées en actes concrets pour construire une Guinée nouvelle. Mais Il vous faudra beaucoup de vérité et de courage, d'héroïsme et de détermination pour balayer autour de vous tous les prédateurs invétérés de notre Pays, corrompus et incompetents qui ont accompagné les gouvernements de Sékou Touré, Lansana Conté, Moussa Dadis Camara et Alpha Condé, et qui se considèrent comme des éléments incontournables et inamovibles. Le redressement et le développement que vous voulez initier ne pourra jamais voir le jour, si vous ne changez

pas radicalement l'ambiance et l'environnement du gouvernement guinéen. « Personne ne coud une pièce de drap non foulé à un vieux vêtement, autrement, la pièce neuve tire sur le vieux vêtement et la déchirure s'aggrave. » (Mc 2,21-22). Pour le bien de la Guinée, travaillez de toutes vos énergies à renouveler la classe politique. Ne permettez plus que les leaders politiques abusent de notre peuple et le manipulent au gré de leurs intérêts égoïstes. Il faut pour notre Pays une nouvelle génération de leaders politiques qui aiment leur pays et leurs concitoyens et unissent leurs forces pour la paix, l'unité et le développement des Guinéens, au lieu de les inciter à se haïr et à s'entretenir. Que les leaders politiques guinéens qui ont opposé les ethnies et les régions les unes contre les autres et ont cloisonné les Guinéens en partis politiques pour les dresser les uns contre les autres arrêtent cette pratique diabolique qui paralyse et détruit le Pays. Vous avez dit vous-même , Mr

le Président, en citant Jerry Rawlings, « Si le peuple est écrasé par ses élites , il revient à l'armée de rendre au peuple sa liberté ». Oui , redonnez au peuple non seulement sa liberté, mais surtout la santé physique et morale, une vie plus digne et un peu de bonheur. Soyez extrêmement sévère envers les militaires qui voudraient profiter de l'accession au pouvoir par l'armée pour s'enrichir au détriment du peuple. » La Guinée est bénie d'une pluviométrie abondante, d'une richesse du sous-sol exceptionnelle. Mais sa population manque tragiquement d'eau potable et d'électricité, et trouve difficilement de quoi se nourrir dignement. L'école et l'éducation sont en faillite. La santé est dans une déplorable dégradation. Les infrastructures routières sont catastrophiques. La corruption, la gabegie financière, le manque total de discipline morale et éthique, la médiocrité et l'incompétence chronique font croupir la Guinée dans la misère et la décadence de la vie sociale. Comment sortir de cette impasse ? Utilisez votre intelligence et vos capacités d'analyse objective de notre histoire, de nos mentalités et de nos nombreuses erreurs. Mais surtout approchez vos frères et sœurs compétents, capables et intègres pour vous accompagner. Prenez le temps qu'il faut pour la réflexion, l'analyse, la concertation et l'action vraie et juste afin d'éviter les erreurs du passé. C'est une chance nouvelle pour le Pays. Nous ne devons pas la laisser passer. C'est l'occasion de changer radicalement le cours de l'histoire en permettant enfin au Pays d'amorcer une nouvelle marche vers ce qui est bien et bon pour lui. Chaque Pays a son histoire, ses défis à relever, ses erreurs à combattre et à corriger, sa population à éduquer, son rythme de marche. Résistez avec fermeté, sagesse et intelligence aux pressions de ceux dont la seule préoccupation est de voir des processus politiques mis en œuvre le plus rapidement possible pour leurs intérêts

inavoués, et au détriment des populations guinéennes. Avant d'envisager des élections présidentielles, posez d'abord les fondations d'une économie solide, d'une société unie, solidaire et capable de développement par le travail. En effet pour que l'immeuble soit solide face aux intempéries, le soubassement doit être résistant à toute épreuve. Attelez-vous à sa construction dans les règles de l'art. Vous sauvez le Pays en laissant votre nom dans l'histoire. Les Guinéens vous en seront infiniment reconnaissants. Aussi je fais appel à tous mes compatriotes guinéens qui sont à l'étranger ou en Guinée et qui ont acquis de hautes qualifications et compétences professionnelles dans des structures ou organisations internationales, d'accepter de se donner la main, en oubliant leurs origines ethniques ou régionales et de consentir tous les sacrifices nécessaires afin de sortir la Guinée de la catastrophe économique et des fractures sociales. Je supplie le peuple de Guinée de radicalement changer de mentalité et d'habitudes et de se mettre au travail. Je demande aux Guinéens de refuser désormais qu'on vous mette dans la rue pour manifester et vous inciter à vous entretenir. Votre bonheur, c'est vous qui le construisez par votre travail et vos efforts quotidiens. Aucun gouvernement, aucun chef d'état, aucun leader politique ne vous apportera le bonheur sur un plateau en or, sans votre travail réel et votre ferme détermination à sortir de la misère matérielle et morale. Je ne peux terminer ce message sans vous demander respectueusement, Monsieur le Président du CNRD, de traiter dignement Mr le Président Alpha Condé et de le libérer le plus vite que possible. Soyez assuré, Monsieur le Président, que la Guinée et nos populations sont dans mes prières quotidiennes. Que Dieu bénisse la Guinée ! », a écrit le cardinal Robert Sarah.

Une synthèse de Tidiane Diallo

Lisez le journal numérique sur le site



Guinée

Pour la CEDEAO, la transition ne devrait pas durer plus de six mois

Les dirigeants d'Afrique de l'Ouest ont annoncé jeudi des sanctions ciblées contre les auteurs du coup d'Etat en Guinée et appelé à des élections au plus tard dans six mois, réclamant une transition «très courte».



Les 15 chefs des Etats membres de la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (Cédéao), réunis toute la journée à Accra pour décider de leur réponse au putsch contre Alpha Condé le 5 septembre, «ont insisté pour que la transition (militaire) soit très courte», à déclaré à la presse le président de la Commission de la Cédéao, Jean Claude Kassi Brou.

«La transition ne devrait pas durer plus de six mois. Dans six mois, il faudrait organiser des élections», a-t-il précisé.

La Cédéao a également décidé de geler les avoirs financiers des nouveaux dirigeants du pays et des membres de leurs familles, et de leur imposer des interdictions de voyager.

L'organisation d'Afrique de l'Ouest avait déjà suspendu la

semaine dernière la Guinée de ses instances et dépêché le 10 septembre à Conakry une mission qui a pu rencontrer le chef des putschistes, le lieutenant-colonel Mamady Doumbouya, ainsi que M. Condé, 83 ans, renversé et arrêté cinq jours auparavant.

La ministre ghanéenne des Affaires étrangères, Shirley Ayorkor Botchwey, qui a dirigé la mission à Conakry, avait souligné mercredi que les putschistes n'étaient pas encore en mesure de fixer un calendrier pour la transition vers une restitution du pouvoir à des dirigeants civils élus.

– Compagnies minières rassurées –

Parallèlement à la réunion d'Accra, se tenait jeudi au même moment à Conakry la troisième

des quatre journées de concertation nationale convoquées au Palais du peuple, siège du Parlement dissous, par les putschistes, pour définir les «grandes lignes de la transition», qu'un futur «gouvernement d'union nationale» sera chargé de conduire.

Après les partis politiques, les chefs religieux, les représentants de la société civile et les diplomates étrangers, les militaires ont rencontré jeudi les patrons des compagnies minières, acteurs clé dans ce pays pauvre mais regorgeant de ressources naturelles.

Ces derniers se sont montrés rassérénés après leur rencontre avec Mamady Doumbouya. «Nous sommes entièrement rassurés», a déclaré Frédéric

Bouzigues, directeur général de la Société minière de Boké (SMB), un important acteur du secteur de la bauxite.

Les échanges ont été «prometteurs», a dit sous le couvert de l'anonymat un responsable pour la Guinée de Rusal, grand groupe russe spécialisé dans l'aluminium.

Alexander Alferink, directeur général de West African Development (WAD) spécialisé dans le dragage aurifère, s'est dit «rassuré». D'après lui, le chef de la junte a dit aux dirigeants miniers: «N'ayez pas peur et continuez à faire ce que vous faites».

– Calendrier «du peuple guinéen» –

Le lieutenant-colonel Doumbouya n'a rien dit jusqu'ici sur le possible contenu de cette transition, sa durée, quel rôle les militaires y joueraient, ni comment seraient organisées des élections.

«Le seul calendrier qui vaille est celui du peuple guinéen qui a tant souffert», a-t-il déclaré mardi lors de la première journée de concertation. Il a exprimé sa volonté d'une démarche «inclusive» consistant à recueillir les propositions du plus grand nombre pour cette transition.

Le représentant de l'ONU pour l'Afrique de l'Ouest, Mahamat Saleh Annadif, a dit lundi à Conakry escompter une transition d'une «durée raisonnable», qu'il appartiendra aux Guinéens de déterminer.

La Cédéao se retrouve dans une

situation comparable à celle qu'elle a connue au Mali voisin en août 2020. A la suite d'un putsch similaire, elle avait pris des sanctions essentiellement économiques et suspendu le pays de l'organisation.

Ces sanctions avaient été levées à la suite de l'engagement des militaires maliens sur la voie d'une transition de 18 mois maximum pour rendre le pouvoir à des dirigeants civils issus d'élections. Mais la communauté internationale exprime des inquiétudes croissantes sur le respect de ces échéances.

Comme au Mali, les militaires guinéens peuvent se prévaloir d'une certaine popularité, comme en attestent les manifestations de joie observées dans différents quartiers de Conakry, encore alimentées par la libération de dizaines de prisonniers d'opinion, la levée de barrages dressés dans les quartiers favorables à l'opposition, ou encore ses engagements à sanctionner sévèrement toute exaction des forces de sécurité.

Ils ont dissous le gouvernement et les institutions et aboli la Constitution qu'avait fait adopter M. Condé en 2020 et qui avait ensuite invoqué ce changement de loi fondamentale pour se représenter après deux mandats, malgré des mois de contestation réprimée dans le sang.

Source : AFP

Ebola

Une nouvelle piste sur l'origine de la récente épidémie en Guinée

Dans une étude parue dans la prestigieuse revue scientifique Nature, des chercheurs guinéens et français montrent pour la première fois qu'une épidémie Ebola, comme celle survenue en Guinée en 2021, peut se déclarer à partir d'une souche virale « dormeuse » chez une personne, plus de cinq ans après avoir été contaminée. Même si le phénomène serait rarissime, cette découverte souligne l'importance du suivi des survivants.

Le 14 février 2021, le gouvernement guinéen annonce qu'une épidémie à virus Ebola s'est déclarée dans la préfecture de N'Zérékoré. Mi-juin, l'épidémie est terminée, elle a provoqué la mort de 12 personnes sur 23 cas identifiés. L'étude publiée dans Nature mercredi 15 septembre, intitulée « Résurgence du virus Ebola en 2021, Guinée : Un nouveau paradigme sur les épidémies », confirme que la souche du virus responsable de cette épidémie est la même que celle qui a touché le pays cinq ans plus tôt. L'épidémie de 2021 n'a donc pas une origine animale mais humaine, et le patient 0 est probablement un

survivant de la précédente épidémie.

Accompagner les survivants pour comprendre Ebola

Quelque 17 000 patients ont survécu à l'épidémie qui s'est étalée de décembre 2013 à juin 2016 en Afrique de l'Ouest. Aux côtés des chercheurs guinéens Saliou Sow, Abdoulaye Touré et Alpha Keita, le Français Eric Delaporte, professeur en maladies infectieuses à l'université de Montpellier, a suivi plus de 800 survivants en Guinée, sur les 1 270 comptabilisés dans le pays.

(Suite à la page 7)



Guinée

Pour la CEDEAO, la transition ne devrait pas durer plus de six mois

« Il fallait prendre en charge les survivants à la sortie des centres de traitement Ebola, car ils étaient le plus souvent traumatisés psychologiquement et physiquement, explique-t-il. On les a suivis pendant cinq ans, au niveau du Centre de recherche et de formation en infectiologie de Guinée (Cerfig), à Conakry. Et ce faisant, on a pu énormément avancer sur la compréhension de l'infection ». Pendant la pandémie, après leur sortie du centre de traitement, la plupart des survivants étaient renvoyés chez eux sans suivi particulier. « C'est comme si vous sortiez de réanimation et qu'on vous laissait vous débrouiller ».

« Les centres procédaient selon les recommandations de l'époque. Les survivants étaient déclarés guéris, mais sur une base biologique, c'est-à-dire qu'il n'y avait plus de virus dans le sang : il n'y avait pas encore de programme de prise en charge », détaille Eric Delaporte. Or, on sait aujourd'hui, grâce à une précédente étude de ces mêmes chercheurs, que les séquelles liées à l'infection sont nombreuses et que le virus peut se nichier dans d'autres liquides que le sang.

Des symptômes persistants ont ainsi été constatés chez les trois quarts des survivants au début du suivi, notamment des douleurs ostéo-articulaires, des troubles neurologiques, ou encore des glaucomes inflammatoires. « Au fil du temps, ces manifestations diminuent significativement – aujourd'hui ce n'est plus qu'un tiers des survivants qui sont concernés –, avec des atteintes très modérées », assure le professeur.

Les résultats des analyses de la souche de l'épidémie de 2021 ont surpris les chercheurs du Cerfig, associés à l'Institut de recherche pour le développement (IRD) et à l'Institut allemand Robert Koch. Eric Delaporte, de l'IRD, témoigne : « On ne s'attendait pas à retrouver la même souche qu'à la fin de l'épidémie de 2013-2015. On s'est dit qu'il fallait vérifier que ce n'était pas une contamination de labo. »

Trois autres laboratoires, dont un guinéen et un sénégalais, ont réalisé de nouvelles analyses. Tous trouvent le même résultat, qui bouleverse la perception de la maladie à

virus Ebola : cette souche-là n'a pu être transmise que par un être humain, un survivant de la précédente épidémie, dont le virus s'est réactivé.

Accompagner, vacciner, sans stigmatiser

Dans leur communiqué annonçant la publication de l'étude, les chercheurs insistent : il faut lutter contre la stigmatisation des survivants, qui pourraient être mis de côté par leurs proches par peur d'une résurgence. « Le phénomène reste rarissime », insiste le professeur Delaporte. Ayant constaté des séquelles cliniques après la phase aiguë d'infection, les chercheurs aimeraient que les survivants soient suivis systématiquement. Ils proposent aussi que ceux dont le taux d'anticorps est faible soient vaccinés contre Ebola : sans vaccin, certains pourraient ne pas contrôler une réactivation de leur virus quiescent.

Natalie Roberts, médecin urgentiste chez MSF qui a étudié le virus de la maladie d'Ebola, insiste sur le fait que la vaccination doit être proposée à tous. « Dans certains pays touchés, les mouvements de population sont importants et les infrastructures de santé publique sont faibles. Il n'est probablement pas réaliste de vouloir suivre tous les survivants pendant des années », prévient-elle. En revanche, la vaccination lui semble être une solution plus réaliste : « Outre la vaccination des survivants, qui devrait renforcer leurs anticorps, nous pourrions envisager celle de leurs partenaires sexuels et les autres personnes de leur entourage qui seront exposées à des fluides corporels du survivant ».

Il faudrait également intensifier la recherche fondamentale sur les traitements. « Il a été montré que des anticorps monoclonaux, c'est-à-dire artificiels, bien ciblés, peuvent contrôler l'infection mais ne tuent pas le virus. Aujourd'hui, on a besoin de médicaments qui sont virucides si on veut éliminer définitivement le virus de l'organisme dans les rares cas où il resterait sous forme endormie, quiescente », réclame le professeur Delaporte.

RFI

Rappel des ambassadeurs

«Un message fort qui doit marquer un moment dans la relation transatlantique» (Martin Quencez)

Les États-Unis disent « regretter » la décision française de rappeler les ambassadeurs à Washington et Canberra pour consultations. Une décision prise suite à l'annulation d'une gigantesque commande de sous-marins australiens à la France, à laquelle s'est substitué un engagement avec les Américains. Martin Quencez, directeur adjoint du groupe de réflexion transatlantique German Marshall Funds, évoque sur RFI les conséquences de cette crise diplomatique sans précédent.

RFI : La décision française est inédite. Même en 2003, au moment de la guerre en Irak quand les relations étaient particulièrement tendues entre Paris et Washington, nous n'en étions pas arrivés là. Quelle conclusion faut-il en tirer ?

Martin Quencez : Il s'agit vraiment de marquer à la fois le niveau de colère, mais je pense aussi le niveau d'humiliation ressenti par Paris. C'est inédit, c'est historique. Et c'est un message qui a été envoyé à la fois à Canberra et à Washington disant qu'Américains et Australiens avaient finalement mal calculé la réponse française, qu'ils avaient certainement sous-estimé le niveau d'humiliation qui serait ressenti.

Les Australiens pensaient avoir fait passer ces derniers mois un certain nombre de messages sur le mécontentement vis-à-vis du contrat qui avait été signé et que, d'une certaine manière, cela suffisait. Et les Américains pensaient que ce serait une crise qui pouvait être gérée avec Paris comme il y en a eu d'autres dans le passé. Donc, en rappelant les ambassadeurs, il y a cette idée d'envoyer un message très fort disant que ce n'est pas une crise normale. C'est quelque chose qui doit marquer un moment dans la relation transatlantique. **Paris parle de « coup de couteau dans le dos », de trahison, de confiance trahie. C'est une posture ou est-ce que la confiance est vraiment rompue entre Paris et Washington ?**

Oui, il y a vraiment une confiance rompue. D'ailleurs, au-delà même des questions d'intérêts, il y a un aspect personnel, parce que Jean-Yves Le Drian était directement aux manettes pendant les négociations en 2014 et 2016 - à l'époque, il était au ministère de la Défense. Parce qu'Emmanuel Macron a rencontré Joe Biden il y a quelques mois lors du G7, que des discussions sur l'Indo-Pacifique ont eu lieu à ce moment et qu'on sait que derrière le dos des Français, au même moment, des négociations avaient lieu entre les Britanniques, les Américains et les Australiens.

Et il y a toute une génération de diplomates français qui travaillent sur des affaires stratégiques et qui ont directement participé à la négociation de ce contrat, à tout ce qu'il y avait derrière, à ce



« partenariat du siècle » avec l'Australie, comme on l'appelait, et qui sentent leur travail totalement mis à bas. D'un côté, il y a une sorte de réaction personnelle, et d'un autre côté, c'est aussi intéressant que les ambassadeurs soient rappelés pour consultations.

Les deux ambassadeurs français vont donc rentrer à Paris, et vont grosso modo redire à Emmanuel Macron ce qu'il sait déjà. Au-delà du symbole, que va-t-il se passer ensuite ?

Pour l'instant, c'est d'abord une réflexion sur les conséquences de ce qui s'est passé, les conséquences sur la stratégie indo-pacifique française qui était basée à la fois sur ce partenariat avec l'Australie et le partenariat stratégique avec l'Inde. D'une certaine manière, il y a une des deux jambes de la stratégie française qui est coupée.

Il y aura également une réflexion sur conséquences pour les États-Unis, la Grande-Bretagne et l'Australie car les intérêts que la France peut avoir dans ces relations dépassent largement ce contrat. Il faut voir ce que l'on peut mettre sur la table dans de nouveaux dialogues avec ces pays, voir ce qu'on peut récupérer finalement en compensation.

Est-ce que c'est une manière pour Paris de faire pression pour obtenir des compensations ? Et si oui de quelle nature ? Financière, politique, diplomatique ?

Financière, c'est fait. C'est à la marge. C'est véritablement un enjeu diplomatique et

stratégique de comprendre véritablement le futur de notre relation avec l'Australie, avec la Grande-Bretagne, avec les États-Unis, dans la région indo-pacifique où la France garde des intérêts et qui reste une des priorités de la politique étrangère.

On n'a pas beaucoup entendu les Européens sur le sujet, Paris n'a pas reçu beaucoup de soutien. Est-ce que tout de même cet épisode, après le fiasco afghan qui a laissé un goût amer dans de nombreuses chancelleries européennes, est de nature à renforcer l'unité européenne autour des questions de défense ?

Je ne pense pas. Je pense qu'il y a dans la réaction européenne à nouveau une illustration du fait qu'on réfléchit très différemment à Berlin, à Varsovie ou dans d'autres capitales sur le futur de la relation transatlantique. Tous les Européens sont évidemment étonnés pour le moins du fait que l'Union européenne ait été mise complètement de côté. L'UE n'était même pas au courant de cette nouvelle alliance avec l'Australie, et la France se retrouve un peu comme le dindon de la farce.

Cela ne va donc pas changer grand-chose...

Non, car les Européens ont peur que la France sur-réagisse et demande finalement une réaction européenne à ce que beaucoup d'Européens voient être comme un problème franco-américain.

RFI

Algérie

La mort de l'ancien président Abdelaziz Bouteflika

Jamais un président algérien n'aura régné aussi longtemps. Mais Abdelaziz Bouteflika, décédé vendredi à l'âge de 84 ans, restera comme le seul dirigeant de l'Algérie indépendante qui, agrippé au pouvoir malgré la maladie, en aura été chassé par la rue.



Plus de 35 ans après son premier poste ministériel, Bouteflika accède à la tête de l'Algérie en 1999, auréolé d'une image de sauveur dans un pays déchiré par une guerre civile. Vingt ans après, il en est chassé sans égards par l'armée, pilier du régime, sous la pression d'un mouvement («Hirak») de contestation inédit. Sommé de quitter le pouvoir par l'état-major, «Boutef», comme l'appellent familièrement ses compatriotes, jette l'éponge le 2 avril 2019, après une improbable

tentative de briguer un cinquième mandat malgré l'attaque cérébrale qui l'avait cloué sur un fauteuil roulant, quasi inerte, six ans plus tôt. – Humiliation de trop – Cette candidature a été perçue comme l'humiliation de trop par des millions d'Algériens, souvent jeunes et décrits à tort comme résignés. Elu pour la première fois en 1999, constamment réélu au premier tour avec plus de 80% des voix en 2004, 2009 et 2014, ce cinquième mandat semblait

acquis aux yeux du régime. Mais six semaines de mobilisation massive du «Hirak» –du jamais vu en Algérie– poussent le patron de l'armée, le général Ahmed Gaid Salah, un de ses fidèles, à obtenir sa démission.

Jusqu'au bout, Abdelaziz Bouteflika aura voulu s'accrocher, bravant l'évidence: celui qui fut à 26 ans le plus jeune ministre des Affaires étrangères au monde ne renvoyait plus que l'image d'un vieillard muet et reclus en son palais.

Un contraste saisissant avec le début de sa présidence, quand ce beau parleur aux yeux clairs et en costume trois pièces, amateur de cigare, s'affichait en dirigeant hyperactif.

«Je suis l'Algérie tout entière», lance en arrivant au pouvoir celui dont le destin se confond avec l'histoire contemporaine de son pays.

Né le 2 mars 1937 à Oujda (Maroc), dans une famille originaire de la région de Tlemcen (nord-ouest), Bouteflika rejoint dès 19 ans l'Armée de libération nationale (ALN) qui combat la puissance coloniale française.

A l'indépendance en 1962, il est, à 25 ans, ministre des Sports et du Tourisme, avant d'hériter un an plus tard du portefeuille

convoité de la diplomatie, qu'il conserve jusqu'en 1979, une époque où l'Algérie s'affiche en leader du «tiers-monde».

En 1965, il soutient le coup d'Etat de Houari Boumédiène, alors ministre de la Défense, qui s'empare du pouvoir en déposant le président Ahmed Ben Bella.

S'affirmant comme le dauphin de Boumédiène –«le père qu'il n'a pas eu», dira ce dernier–, qui décède en 1978, il est pourtant écarté de la succession par l'armée puis de la scène politique sur fond d'accusations de malversations. Il s'exile à Dubaï et Genève.

C'est pourtant l'armée qui l'impose en 1999 comme candidat à la présidentielle: il l'emporte après le retrait de ses adversaires qui dénoncent des fraudes.

Sa priorité: rétablir la paix en Algérie, plongée dans la guerre civile depuis 1992 contre une guérilla islamiste (quelque 200.000 morts en dix ans, officiellement).

Deux lois d'amnistie, en 1999 et 2005, convainquent nombre d'islamistes de déposer les armes.

Accusé par ses détracteurs d'être une marionnette de l'armée, Bouteflika travaille à desserrer l'emprise de la puissante institution.

– «Mémorisation phénoménale» Promettant qu'il ne sera pas un «trois quarts de président», il devient tout puissant.

«Bouteflika n'aime pas consulter les dossiers, ne lit ni les notes ni les fiches que lui préparent conseillers, ministres ou diplomates. Toutefois, il a une capacité de mémorisation phénoménale», raconte le journaliste algérien Farid Alilat dans une biographie («Bouteflika, l'histoire secrète»,

éditions du Rocher).

Avec la France, la relation reste à vif, même si le chef d'Etat algérien, qui sait nouer des relations étroites, parfois amicales, est apprécié des dirigeants français, en particulier de Jacques Chirac. Il a aussi fait de nombreux séjours à l'hôpital militaire du Val-de-Grâce à Paris, dans la plus grande discrétion, avant d'aller se faire soigner à Genève.

Sur la scène intérieure, Abdelaziz Bouteflika impose au Parlement de supprimer la limitation du nombre de mandats pour en conquérir un troisième en 2009, puis brave les oppositions affichées jusqu'au sein de l'appareil sécuritaire pour en gagner un quatrième, un an après son AVC.

Très affaibli physiquement, il n'en renforce pas moins ses pouvoirs en dissolvant début 2016 le Département du renseignement et de la sécurité (DRS, services secrets), après avoir congédié son chef, le général Mohamed Médiène, jadis considéré indéboulonnable.

Mais ce quatrième mandat se déroule sur fond de dégringolade des prix du pétrole pour une économie très dépendante des hydrocarbures.

Les caisses sont vides et il n'est plus possible d'acheter la paix sociale, comme en 2011 quand le Printemps arabe balaie la région.

Au-delà des difficultés économiques enfle surtout la frustration d'une population outrée du symbole que représente ce président mutique et paralysé. Jusqu'à l'avènement spectaculaire du Hirak, mouvement pluriel, non violent et sans leadership.

AFP

Coup d'État à Conakry

La Guinée suspendue des instances de la Francophonie

L'OIF appelle à la mise en place d'un gouvernement de transition conduit par des civils.

L'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF) a décidé, jeudi lors de sa session extraordinaire à Paris, de suspendre la Guinée de ses instances suite au coup d'État orchestré par la junte militaire le 5 septembre contre le Président Alpha Condé.

L'OIF a néanmoins décidé de maintenir les programmes de coopération multilatérale francophone, notamment ceux en soutien du processus de rétablissement de l'ordre constitutionnel et démocratique. La Secrétaire générale de cette organisation des nations qui partagent la langue française, Louise Mushikiwabo, a condamné la prise du pouvoir par des militaires guinéens.

« La prise du pouvoir par la force,

quelle qu'en soient les motivations, est une violation des lois de la République et contraire aux valeurs et principes consignés notamment dans les Déclarations de Bamako », a-t-elle déclaré en condamnant «fermement » ce coup d'Etat militaire en Guinée.

D'après Mushikiwabo, « rien ne peut justifier une telle violation de nos principes fondamentaux ». La Francophonie a par ailleurs exigé « la libération immédiate et sans condition du Président Alpha Condé et invite ses responsables à préserver l'intégrité physique, garantir le respect des droits et des libertés fondamentales de tous ».

Le Conseil permanent de la Francophonie (CPF) a par ailleurs appelé à la mise en place d'un gouvernement de transition conduit par des civils et renouvelé sa demande d'une

transition consensuelle et inclusive visant à rétablir l'ordre constitutionnel et démocratique « dans les meilleurs délais ».

La Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et l'Union africaine (UA) avaient annoncé leur décision de suspendre la Guinée quelques jours après le coup d'état ayant renversé le Président Alpha Condé.

L'UA avait demandé également au Conseil de sécurité de l'ONU « d'approuver le communiqué final de la CEDEAO », qui annonçait aussi l'envoi d'une mission diplomatique dans le pays, mais n'avait prononcé aucune sanction économique.

Source : anadolu

